



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Pouvoir Adjudicateur

Préfet des Hauts-de-Seine

Objet du marché

Mission de repérage amiante et plomb

Table des matières

1.	Généralités	4
2.	Caractéristiques principales du site.....	4
3.	Programme de travaux.....	4
4.	Calendrier prévisionnel des études et travaux.....	5
5.	Consistance générale des missions	5
5.1	Repérages Amiante Avant Travaux.....	5
5.2	Examen visuel des surfaces traitées après retrait de MPCA de la liste A et de la liste B	5
5.3	Repérage Plomb Avant Travaux.....	6
6.	Informations fournies sur l'identification des composants de construction	6
7.	Particularités du bâtiment.....	6
8.	Particularités du site : accès, autorisation.....	7
8.1	Locaux restreints	7
8.2	Accompagnement.....	7
8.3	Véhicules.....	7
8.4	Moyens de levages	7
8.5	Faux-plafonds	8
9.	Planning général prévisionnel des missions de repérage.....	8
10.	Délai d'intervention	8
11.	Limites de prestations.....	9
12.	Prescriptions techniques communes	9
12.1	Dispositions générales.....	9
12.2	Dispositions particulières	10
12.2.1	Points hebdomadaires.....	10
12.2.2	Horaires de travaux.....	10
12.2.3	Compétence du personnel mis à disposition	10
12.2.4	Interventions susceptibles de provoquer des fibres d'amiante	10
12.2.5	Équipements de protection individuelle	11
12.2.6	Travail en Hauteur.....	11
12.2.7	Sécurité incendie	11
12.2.8	Chaufferie et équipements.....	11
12.2.9	Mobiliers	11
12.2.10	Milieu occupé.....	11
12.2.11	Moyens techniques.....	12
12.2.12	Mise en sécurité, rebouchage et remise en état	12

12.2.13	Déchets	12
12.2.14	Échanges avec le MOA/groupement/AMO	12
13.	CONSISTANCE DES MISSIONS DE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX	13
13.1	Préparation technique de la mission Analyse documentaire et visite de reconnaissance.....	13
13.2	Dispositions techniques et organisationnelles attendues	14
13.2.1	Synthèse générale	14
13.2.2	Pré-établissement des ZPSO	15
13.2.3	Réalisation de sondages.....	16
13.2.4	Prélèvement d'un matériau ou produit en vue d'une analyse laboratoire.....	16
13.2.5	Nettoyage et mise en sécurité	16
13.2.6	Analyse en laboratoire	16
13.2.7	Interprétation des résultats d'analyse en laboratoire	17
13.2.8	Validation des ZPSO	17
13.2.9	Estimation des quantités des MPCA	17
13.2.10	Rapportage de la mission de repérage	17
13.2.11	Investigations toitures : Étanchéité habilité	18
13.2.12	Investigations spécifiques et exigences techniques particulières	18
13.3	CONSISTANCE DE LA MISSION DE REPERAGE DES EXTERIEURS AMIANTE/HAP.....	18
13.3.1	Généralités.....	18
13.4	Exigences techniques.....	19
13.4.1	Concernant les investigations sur les enrobés routiers.....	19
13.4.2	Concernant les investigations des réseaux enterrés	19
13.5	Contenu du rapport.....	19
13.6	CONSISTANCE DES MISSIONS DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX	19
13.6.1	Généralités.....	19
13.7	Spécificités techniques	20
13.8	Livrables.....	20
14.	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES.....	21
14.1	Missions Amiante.....	21
14.2	Missions Plomb	22
14.3	Missions Amiante et HAP dans enrobés Routiers.....	22
Liste des Annexes :		23

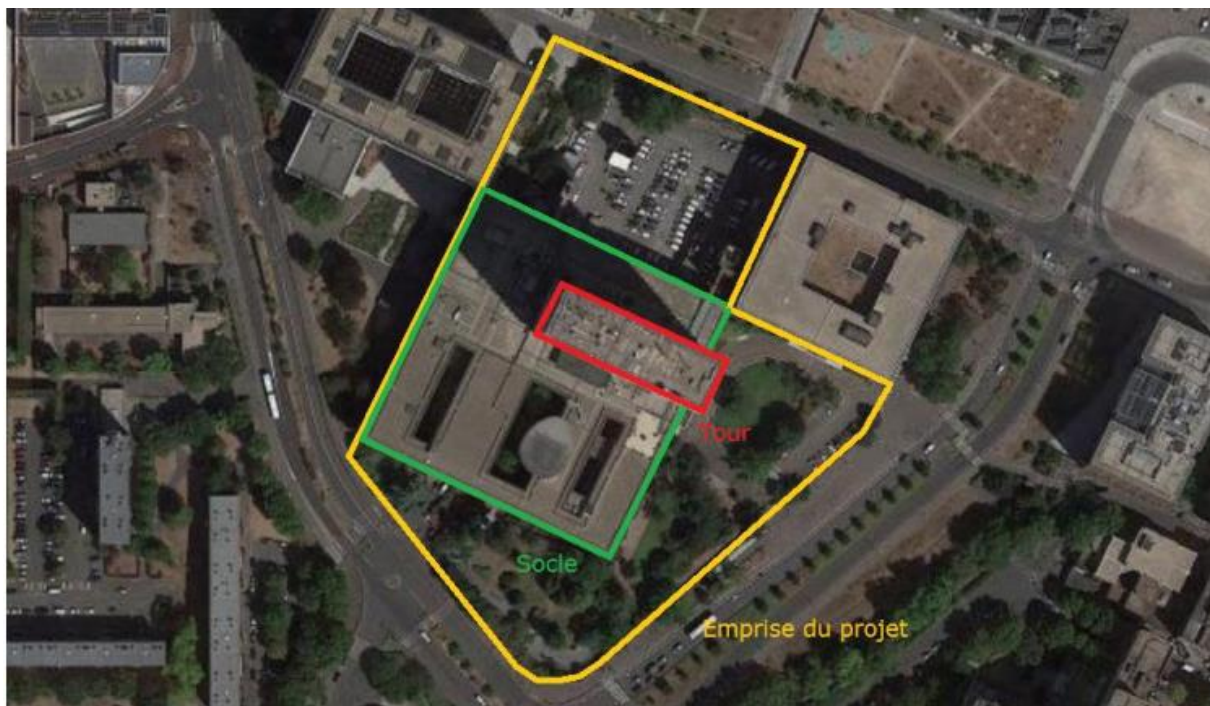
1. Généralités

Le projet consiste en la réhabilitation complète du bâtiment de la Préfecture des Hauts-de-Seine et de ses abords (grille périphérique notamment), situé au 167-177, Avenue Joliot Curie sur Nanterre (92).

Les objectifs de la mission sont de réaliser durant la phase de conception et de réalisation :

- **l'ensemble des repérages et diagnostics amiante et plomb en compléments de ceux déjà produits, en coordination avec les concepteurs et les entreprises réalisant les travaux ;**
- **les contrôles visuels en accompagnement des travaux de désamiantage.**

Ceci afin de permettre au Maître d'Ouvrage (MOA) de réaliser ses obligations en matière d'évaluation des risques professionnels et définition des principes généraux de prévention pour les futurs travaux conformément aux attentes de l'article L4531-1 du Code du Travail.



2. Caractéristiques principales du site

Dénomination	Sous-sol	Socle	Tour
Date Permis de Construire	1967 (Sauf DMI construit en 2004)		
Élévation	3 niveaux R-1 à R-3	3 niveaux RDC à R+3	22 niveaux R+4 à R+26
Composition générale	Parkings, Station de lavage	Accueil, bureaux, restaurant, logements de fonctions (4+1), parking extérieur	Bureaux, Locaux techniques (R+25, R+26)
Taux d'occupation actuel	100% occupé		

3. Programme de travaux

Dans le cadre de l'entretien de son patrimoine, la Préfecture des Hauts-de-Seine va réaliser des travaux de réhabilitation complète permettant d'améliorer la performance énergétique du bâtiment ainsi que le confort des occupants. L'opération a également pour ambition de respecter les conditions et contraintes architecturales liées à l'identité et à l'inscription du bâtiment au titre des monuments historiques. Par exemple, les faïences mosaïques « pastille noire ou rouge » au niveau du socle feront l'objet d'une conservation. Néanmoins, le Titulaire devra

retenir comme programme de travaux une réhabilitation complète du bâtiment de type curage total, selon le projet du groupement retenu.

Une partie de la zone de la DMI, située au niveau 0, a été construite en 2004 dans l'enceinte extérieure. Une partie de la façade d'origine se retrouve dans la zone de la DMI, qui doit donc faire partie du périmètre de repérage. Des investigations devront également être réalisées sur les enrobés des parkings, amiante + HAP.3

4. Calendrier prévisionnel des études et travaux

Le calendrier prévisionnel est annexé.

Le Titulaire devra s'insérer dans ce calendrier pendant les études en améliorant les documents existants. Le Titulaire devra accompagner les travaux en levant les doutes et en produisant les contrôles visuels permettant la libération des locaux.

5. Consistance générale des missions

L'objectif de la mission est de réaliser l'ensemble des repérages, diagnostics et contrôles visuels permettant au maître d'ouvrage de respecter ses obligations en matière d'évaluation des risques professionnels et dans la définition des principes généraux de prévention conformément aux attentes de l'article L4531-1 du Code du Travail. Au regard de la date de construction du bâtiment, les missions du Titulaire consisteront à effectuer des repérages amiante et plomb de tous les composants de construction impactés par les futurs travaux.

Conformément aux attentes réglementaires, le Titulaire devra visiter la totalité des locaux et parties d'ouvrage impactés par les travaux. L'exhaustivité du diagnostic sera assurée en autant de phases que rendues nécessaires pour faire face aux contraintes, notamment pour les parties à accès limité.

5.1 Repérages Amiante Avant Travaux

La mission de repérage consistera au repérage des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante et pouvant être sollicités à l'occasion des travaux projetés, au sens de l'arrêté du 16 juillet 2019. La prestation est à réaliser conformément à la norme NF X 46-020 d'août 2017. Le Titulaire devra examiner de manière exhaustive les locaux/parties de bâtiment concernés par le projet ainsi qu'identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble impactés par le programme de travaux.

Au titre du marché, les dispositions ci-dessous sont exigées, en complément le cas échéant des dispositions réglementaires :

- Respect stricte de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'août 2017 ;
- Réalisation des repérages par une (ou des) personne(s) certifié(s) AMIANTE AVEC MENTION dans le domaine du diagnostic de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Réalisation des analyses par un organisme accrédité COFRAC ou équivalent européen ;
- Réutilisation de l'information « amiante » existante pour le guider dans la définition des ZPSO et optimiser ses investigations conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa IV de l'arrêté du 16/07/2019, y compris le point 6° de son annexe 2 ;
- Cette liste n'est pas exhaustive.

Dans le cadre des repérage amiante avant travaux, le repérage est réalisé notamment en milieu occupé. Par milieu occupé est entendu qu'un occupant réside dans la partie de bâtiment et devra pouvoir continuer à y résider pleinement à l'issue des investigations. Le ou les occupants doivent néanmoins être absents de l'environnement immédiats (logement ou local) lors des investigations. L'ensemble du mobilier et les surfaces non décontaminables à proximité devront être protégés conformément aux modes opératoires et aux attentes du Code du travail. Un nettoyage minutieux est attendu après tout acte de prélèvement ou sondage, avec une gestion des déchets générés à la charge du Titulaire.

5.2 Contrôle visuel des surfaces traitées après retrait de MPCA de la liste A et de la liste B

Comme le prévoit l'article R 1334-29-3 du code de la santé publique, le maître d'ouvrage fera procéder, après des travaux sur des MPCA de la liste A ou B, avant toute restitution de locaux traités aux occupants, à un examen (ou contrôle) visuel de l'état des surfaces traitées, selon les modalités définies dans la norme NF X 46-021.

Le contrôle visuel est réalisé en deux étapes :

- Avant la dépose du confinement et avant la mesure de première restitution, dite libératoire, réalisée par l'entreprise de travaux.
- L'opérateur interviendra avec les EPIs qu'il aura définis dans son analyse des risques en fonction des éléments fournis par l'entreprise de désamiantage (Plan de retrait Amiante).
- L'opérateur devra remettre à la maîtrise d'ouvrage sous 24 heures un rapport accompagné de photos indiquant le résultat du contrôle visuel selon les modalités définies dans le chapitre 5 de la norme NFX46-021.
- En cas de non-conformité, un nouveau contrôle sera réalisé après réintervention de l'entreprise de travaux.

- Après la dépose du confinement, dont le déroulement, obligation et rendu, seront identiques au premier contrôle précité.

Ces deux étapes seront obligatoirement effectuées par le même opérateur.

Le prestataire sera sollicité au fur et à mesure de l'avancée des travaux de désamiantage pour effectuer ses contrôles visuels. Il pourra intervenir sur des surfaces traitées de tailles et de natures différentes (par pièce, par niveau, etc.).

La rémunération de cette prestation se fera par application du prix unitaire au BPU, à chaque demande de contrôle visuel (pour chaque étape décrite ci-dessus), pour la zone ou le regroupement de zones à contrôler, et comprendra le déplacement sur site, la durée nécessaire d'intervention et la rédaction du rapport.

Le maître d'ouvrage et/ou le Groupement transmettront le planning prévisionnel des travaux à l'opérateur devant réaliser les opérations d'examen visuel. Le Groupement devra fournir tous les moyens d'accès à l'opérateur pendant les travaux.

Si, à la suite de l'examen visuel, l'opérateur déclare une zone non-conforme, celui-ci devra prévoir une contre-visite, dans les délais impartis par le chantier. Le prestataire s'engage à mettre à disposition un opérateur quelles que soient les modifications de planning. Le maître d'ouvrage ou le Groupement confirmera, au plus tard 48 heures à l'avance, toute modification d'intervention.

5.3 Repérage Plomb Avant Travaux

Des études ont démontré que le plomb se trouve dans des revêtements avec des concentrations significatives, même pour des bâtiments dont le permis de construire a été délivré postérieurement à 1949.

Le risque d'exposition étant potentiellement présent, le MOA est tenu de réaliser un diagnostic plomb avant travaux, selon le périmètre des travaux ultérieurs afin de définir les principes généraux de prévention dès la phase de conception.

Au titre du marché, les dispositions ci-dessous sont exigées, en complément le cas échéant des dispositions réglementaires :

- Respect stricte de la norme NF X 46-035 de juin 2021 ;
- Réalisation des repérages par une (ou des) personne(s) certifié(s) PLOMB dans le domaine du diagnostic de repérage du Plomb dans les immeubles bâtis ;
- Réaliser des cartographies des étendues de présence de plomb avec une différenciation entre les unités de repérage avec une concentration en plomb comprise entre 0.30 et 0.99 mg/cm² et les concentrations supérieures à 1 mg/cm² ;
- Cette liste n'est pas exhaustive.

6. Informations fournies sur l'identification des composants de construction

Le Titulaire est tenu d'utiliser l'ensemble de l'information fournie dans le cadre de la consultation afin de comprendre la logique de construction des ensembles immobiliers, prendre en compte les matériaux et produits contenant de l'amiante d'ores et déjà identifiés et identifier parfaitement son périmètre de repérage.

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire est tenu de réaliser une analyse approfondie des documents et d'y faire référence conformément au point 6 de l'arrêté du 16/07/2019 relatif au « RACO ». Le Titulaire devra avoir la capacité d'en effectuer une réutilisation claire pour l'identification des ZPSO pour permettre aux acteurs du projet d'évaluer les risques d'exposition à l'amiante sur la base de rapport unique par bâtiment

7. Particularités du bâtiment

Le bâtiment se compose d'un Socle de 8 niveaux (R-3 à R+3) et d'une Tour (R+4 à R+26). Les étages R-3 à R-1 puis R+25 et R+26 sont des niveaux techniques. Les niveaux R+4 à R+14 sont desservis par les ascenseurs batteries basses et les niveaux R+14 à R+24 par les ascenseurs batteries hautes.

Le bâtiment est construit en structure poteaux poutres avec murs et planchers préfabriqués, les murs des pignons de la tour sont en remplissage. Le cloisonnement des couloirs est en béton cellulaire, celui des bureaux en carreaux de plâtre. Certains cloisonnements ajoutés sont en plaques de plâtre.

Les circuits de réseaux de chaleur et de froid sont alimentés par IDEX.

Plateaux		Gros œuvre	Second œuvre	Réhabilitations majeures ou ponctuelles
Bureaux et circulations	Sol	Dalle béton	Revêtement de sol souple, colle jaune sur ragréage gris	Recouvrement ponctuelle (linoleum)
	Porteurs	Structure en béton banché	Enduit-ciment avec revêtement muraux (papier peint, peinture etc..)	SO
	Cloisonnement	SO	Béton cellulaire avec revêtement muraux (papier peint, peinture etc..)	SO
	Plénum	SO	Dalle faux-plafond	Flocage
	Plafond	Dalle béton	Enduit-ciment	Peinture bitumineuse
Sanitaires	Sol	Dalle béton	Carrelage	Recouvrement ponctuelle (Carrelage récent)
	Porteurs	Structure en béton banché	Enduit-ciment Faïence, plinthe	SO
	Cloisonnement	SO	Béton cellulaire Faïence, plinthe	SO
	Plénum	SO	Dalle faux-plafond	Flocage
	Plafond	Dalle béton	Enduit-ciment	Peinture bitumineuse
Menuiseries extérieures		SO	Menuiseries fixes aluminium	SO

8. Particularités du site : accès, autorisation

8.1 Locaux restreints

Des étages ou locaux sont à accès restreint et doivent faire l'objet d'une demande d'accès 15 jours avant visites sur site : Un planning des zones à investiguer sera demandé. Les photos sont interdites, néanmoins, une demande d'autorisation spéciale devra être formulée pour la conformité des rapports. Les sondages non destructifs pour vérification d'étendue de ZPSO sont à privilégier dans ces zones. Les locaux restreints incluent entre-autre :

- 5 logements de fonction,
- Bureaux du corps préfectoral,
- Locaux coffres,
- Certains locaux de la Tour.

Le personnel de la société Titulaire intervenant sur le bâtiment fera l'objet, 15 jours avant visites sur site, d'une vérification de leur identité et de leur casier judiciaire. La Préfecture se réserve le droit de limiter l'accès à toute personne pour des raisons de sûreté.

8.2 Accompagnement

L'ensemble des repérages sera accompagné par des personnels de la Préfecture : les coordonnées seront transmises au Titulaire à l'attribution du marché.

Des repérages seront également à réaliser en coordination avec le groupement en charge de la conception, réalisation et exploitation maintenance du bâtiment.

8.3 Véhicules

Les véhicules des intervenants pourront stationner sur le site. Pour cela, les immatriculations des véhicules devront être transmises par le Titulaire 15 jours avant visites sur site.

8.4 Moyens de levages

Des hauteurs importantes sont existantes sous plafonds (11 m) au RDC et R+1, aux sous-sols (8 m).

Les interventions au niveau des planchers hauts et plenums pourront être réalisés avec une nacelle légère.

L'accès aux étages ne peut se faire que par le monte-charge.

Une nacelle est disponible sur site : GENIE Modèle Super Straddle (Poids 264 kg).



Au regard de ces contraintes de hauteur, le Titulaire aura besoin d'utiliser la nacelle. **Il est donc exigé qu'un opérateur de repérage soit titulaire du CACES. Une déclaration de responsabilité sera également exigée.**

8.5 Faux-plafonds

Les faux-plafonds du RDC, du R+1 et extérieurs sont particulièrement fragiles.

Une attention particulière sera demandée lors de leur dépose pour investigations dans les plenums.

9. Planning général prévisionnel des missions de repérage

Le Titulaire devra présenter un planning détaillé et optimisé en mettant en évidence les moyens techniques et humains pour permettre d'atteindre les objectifs calendaires.

Ce planning reste prévisionnel. Le candidat devra garantir une adaptabilité face aux besoins du projet. Les interventions pourront être réalisées en plusieurs phases en fonction des contraintes d'accès aux locaux. Cela est compris de manière globale et forfaitaire dans l'offre du Titulaire, y compris le phasage du planning général.

10. Délai d'intervention

Les délais d'intervention du titulaire sont liés au groupement en charge des études et de la réalisation des travaux de réhabilitation du bâtiment.

Le groupement adressera un plan de retrait global pour tout le chantier au plus tard lors de la phase de préparation du chantier.

Dans le cas où le groupement estimerait nécessaire la réalisation d'un complément de diagnostic amiante/ plomb, il devra en faire la demande au MOA au minimum 14 jours ouvrés avant la date estimée de démarrage des travaux de la zone concernée.

Procédure en cas de découverte potentielle d'amiante :

- Demande de levée de doute du groupement : J0
- Réalisation du diagnostic complémentaire par le Titulaire : J0+6
- Obtention des résultats bruts des prélèvements avec cartographie des matériaux amiantés par le Titulaire et transmission au MOA : J0+8
- Réalisation du devis complémentaire par le Groupement : J0+10
- Validation du devis complémentaire par le MOA : J0+12
- Diffusion de l'avenant au plan de retrait : J0+14

Le titulaire s'engage donc à intervenir sur site en 5 jours ouvrés maximum pour réaliser le diagnostic et les prélèvements nécessaires à la levée de doute demandée par le groupement réalisant les études et les travaux.

Le titulaire s'engage à transmettre à la MOA sous 2 jours ouvrés à la suite du prélèvement les résultats bruts avec cartographie.

Procédure en cas de découverte potentielle de plomb :

Dans l'hypothèse où le(s) diagnostic(s) complémentaire(s) feraient apparaître des matériaux plombés non précédemment repérés, les délais de prise en compte de cette découverte (en jours ouvrés) seront les suivants :

- Demande de levée de doute du groupement : J0
- Réalisation du diagnostic complémentaire par le Titulaire : J0+6
- Obtention des résultats bruts des prélèvements avec cartographie des matériaux plombés par le Titulaire et transmission au MOA : J0+8
- Réalisation du devis complémentaire par le Groupement : J0+10
- Validation du devis complémentaire par le MOA : J0+12

Le titulaire s'engage donc à intervenir sur site en 5 jours ouvrés maximum pour réaliser le diagnostic et les prélèvements nécessaires à la levée de doute demandée par le groupement réalisant les études et les travaux.
Le titulaire s'engage à transmettre à la MOA sous 2 jours ouvrés à la suite du prélèvement les résultats bruts avec cartographie.

Il est rappelé que toute découverte d'amiante et de plomb pendant les travaux entraîne des surcoûts au MOA et des augmentations de délai. Il est nécessaire et indispensable que le diagnostiqueur alerte le MOA le plus en amont possible, pendant les études, de potentielles découvertes et de réserves.

11. Limites de prestations

Prestation	MOA	Opérateur de repérage	Groupement
Fourniture du programme de travaux, Fourniture des documents d'entrée (repérages antérieurs, plans du bâtiment, DOE, Description des composants de la construction du bâtiment).	X		X
Analyse et réutilisation/synthèse de la documentation existante. Visite de site.		X	
Rapport d'avancement : difficultés éventuelles d'accès constatées, besoin d'accès particuliers (ascensoriste, chauffagiste, etc.), quantité des prélèvements effectués, PV d'analyse bruts, tableau récapitulatif des prélèvements et résultats, photographies. <u>Participation à toutes les réunions VISIO demandées par le MOA/Groupement/AMO.</u>		X	
Les moyens d'accès ou investigations approfondies nécessaires pour aboutir les missions de repérage (démontage faux-plafond précautionneux, dépose et repose habillage façade, étancheur, carottage SS4 et signalisation, etc.) Mise à disposition de personnel ou prestataires externes répondant aux obligations réglementaires, assurances, etc. (SS4, mode opératoire, assurance décennale).		X	X
Réalisation des prélèvements et analyses par un laboratoire accrédité selon dispositifs réglementaires et normatifs en vigueur, Rebouchage, Le prix unitaire des analyses comprend la dissociation des couches par le laboratoire rendu obligatoire sur l'opération.		X	
Mise à disposition d'un étancheur habilité SS4 pour la réalisation des rebouchages en toiture après prélèvement sur toute l'épaisseur, Réalisation des sondages destructifs en SS4 pour rechercher les potentiels matériaux susceptibles de contenir de l'amiante derrière ITE, où les éventuels joints de châssis rendus nécessaires, et tout autres matériaux en interface avec le programme de travaux.		X	

12. Prescriptions techniques communes

12.1 Dispositions générales

Les événements particuliers et problèmes in situ, doivent être notifiés au maître d'ouvrage par mail. Le cas échéant, le Titulaire alerte également sans délai le représentant de la maîtrise d'ouvrage sur site (AMO).

Pour les interventions réalisées en locaux occupés, le Titulaire tient compte :

- De l'état des lieux ;
- Des aléas et sujétions habituels aux interventions en site occupé ;
- Des interfaces avec l'existant ;

- De la gêne résultant des activités d'un immeuble occupé ;
- De l'ensemble des contraintes spécifiques au site ;
- Des éventuelles mesures sanitaires préconisées dans le cadre de pandémie ;
- Des mesures et dispositions à prendre en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans le respect de la réglementation en vigueur, et au regard du contexte particulier du marché.

Il est entendu que les interventions réalisées en milieu occupé, ne sont pas réalisées en présence de l'occupant dans l'environnement immédiat des investigations. Si l'opérateur de diagnostics identifie lors de sa visite, un risque pour la sécurité des biens et des personnes, celui-ci alerte sans délai le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le Titulaire s'engage, en application des articles L4121-1 à 3 du Code du Travail à mettre en œuvre les principes généraux de prévention et à faire respecter ceux-ci par son personnel. Le Titulaire assure à ses frais les moyens de protection nécessaires pour garantir la protection des travailleurs, conformément aux résultats de l'évaluation des risques de son DUER, aux modes opératoires mis en œuvre, le cas échéant au Plan de Prévention de l'intervention et aux attentes de la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, dans le cas où le personnel du Titulaire ne respecterait pas les exigences de sécurité, de procéder à une exclusion, du Titulaire, ou du personnel concerné à titre nominatif, de l'opération, auquel cas le Titulaire ne pourrait exiger de compensation quelle qu'elle soit.

12.2 Dispositions particulières

12.2.1 Points hebdomadaires

Des points sont fixées de manière hebdomadaire par la maîtrise d'œuvre. Selon le déroulement du diagnostic cette fréquence pourra être revue, à la demande unilatérale de la maîtrise d'œuvre.

Ces points pourraient se tenir par système de visioconférence. En conséquence de quoi, le Titulaire devra avoir la capacité de tenir et suivre une visioconférence sous Microsoft Teams.

Les compte-rendu de réunion seront transmis dans un délai maximal de 48 heures. Les dispositions y figurant ont valeur contractuelle et devront être respectées par le titulaire dans le cadre du marché.

Le Titulaire doit préparer pour chacun de ces points un listing des opérations menées (locaux visités, prélèvements réalisés, analyses laboratoires reçues, avancement du rapportage, avancement des contrôles visuels, difficultés rencontrées...).

12.2.2 Horaires de travaux

Le Titulaire devra se conformer strictement aux horaires imposés. Les horaires de travail autorisés devront se situer entre 8h00 et 17h00, du lundi au vendredi. Aucun trouble des occupants ne sera toléré, en dehors de ces créneaux.

12.2.3 Compétence du personnel mis à disposition

Le Titulaire devra mettre à disposition du personnel certifié AMIANTE AVEC MENTION dans le domaine du diagnostic de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Le Titulaire devra mettre à disposition du personnel certifié PLOMB dans le domaine du diagnostic de constat du risque d'exposition au plomb.

12.2.4 Interventions susceptibles de provoquer des fibres d'amiante

Les inspections physiques prévues dans le cadre des missions « amiante » du présent marché sont considérées comme à risque d'exposition à l'amiante, et relèvent notamment de la « sous-section 4 » du décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

L'entreprise doit disposer des modes opératoires en lien avec les processus de prélèvements / sondages / démontages établis conformément aux attentes de l'article R4412-145 du Code du Travail. Ces éléments doivent avoir été transmis aux organismes de contrôle et de prévention, transmission que le Titulaire doit être en capacité de justifier. Dans le cas d'intervention supérieure à 5 jours, le Titulaire doit transmettre les modes opératoires « sous-section 4 » aux organismes compétents, en précisant les informations complémentaires attendues dans l'article R4412-148 du Code du Travail. Le Titulaire devra transmettre au donneur d'ordre et à son AMO les preuves d'envoi de ce mode opératoire au plus tard 5 jours ouvrés avant le début des opérations terrain.

Conformément aux prescriptions de la note de la DGT 05/12/2017, le Titulaire doit démontrer son travail d'évaluation des niveaux d'empoussièrement attendus lors des prélèvements/sondages dans le cadre des missions de repérage « amiante ». L'opérateur de repérage devra adapter sa méthodologie d'intervention compte tenu de l'occupation des locaux, de manière à réduire l'empoussièrement généré par les investigations qui seront réalisées. Il doit avoir la capacité de démontrer que les processus de prélèvements « amiante » (au sens de la sous-section 4) garantissent un empoussièrement inférieur à 5f/L et être en capacité de fournir les résultats du contrôle de l'empoussièrement lors des processus de prélèvements mis en œuvre (dès la remise de l'offre).

De même, les opérateurs de repérage affectés à ces missions devront être formés au risque amiante au sens de la sous-section 4 » du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 et notamment l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante (modifié le 20/04/15).

Toute intervention d'un prestataire ou d'un sous-traitant diligenté par le Titulaire devra répondre à ses obligations ; dont le Titulaire devra justifier les compétences et habilitations des personnes intervenantes (étancheur SS4, etc.).

12.2.5 Équipements de protection individuelle

Les intervenants de l'entreprise Titulaire doit disposer des équipements de protection individuelle adaptés à l'ensemble des prestations, tels que déterminés par son analyse de risque employeur. Il pourra s'agir notamment de :

- Chaussure de sécurité ;
- Équipement de protection respiratoire et individuelle « amiante » suivant l'évaluation des risques (EPI à définir conformément à l'arrêté du 07/03/2013) ;
- Masque et visière adaptés pour le risque sanitaire ;
- Casque ;
- Lunettes ;
- Gants et maille ;
- Harnais ;
- Combinaison de travail.

12.2.6 Travail en Hauteur

En complément de la nacelle et des moyens mis à disposition par le groupement, le Titulaire pourra prévoir les moyens d'accès en hauteur nécessaires pour permettre la réalisation de la mission. Le matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et être utilisé/conduit par du personnel qualifié.

Le Titulaire se doit notamment de :

- Respecter les dispositions du code du travail et d'utiliser exclusivement les équipements d'accès adéquats,
- S'assurer que les équipements sont en bon état, conforme, à jour de toutes vérifications périodiques, examens de montage, etc.
- S'assurer que son personnel dispos des habilitations, formations, permis, nécessaires à l'utilisation des moyens d'accès,
- Veiller à ce que les interventions dans les locaux exigus, qui ne pourraient être assurés par un substituent technologique, soient réalisées par 2 intervenants.

12.2.7 Sécurité incendie

Dans le cadre de ses inspections, le Titulaire doit effectuer des sondages et démontages à nature destructive. Dès lors que des sollicitations susceptibles d'endommager ou de limiter la pleine fonctionnalité d'un équipement ou ouvrage concourant à la sécurité incendie, est envisagée, le Titulaire doit au préalable obtenir l'accord écrit du maître d'ouvrage.

12.2.8 Chaufferie et équipements

Les interventions en chaufferie en fonctionnement et en sous-stations s'effectuent accompagnées d'un homme de l'art sous contrat de maintenance dans le cas où des prélèvements d'équipements pourraient amener à une détérioration de sa fonction. Le Titulaire s'engage à ce que ses intervenants disposent des éventuelles habilitation et/ou formation spécifiques nécessaires pour intervenir dans ce type d'environnement.

Le Titulaire peut être amené à se rapprocher de constructeurs des équipements afin d'obtenir les informations sur la présence éventuelle d'amiante et permettre de statuer sans la réalisation des prélèvements/sondages destructifs.

12.2.9 Mobiliers

Le Titulaire a la charge les éventuels déplacements de mobiliers nécessaires à ses investigations. Il est seul responsable des dommages causés au mobilier en milieu occupé lors des déplacements et en assumera les éventuels frais de réparation/dédommagement. Dans ce contexte il veillera à garder la zone de travail propre et ne pas créer de dommages aux alentours des ouvrages, équipements et biens mobiliers contigus ou situés à proximité. Le Titulaire doit également la fourniture de toutes les protections des sols, murs, mobiliers qui seraient nécessaires.

12.2.10 Milieu occupé

En cas d'intervention en milieu occupé, ou voué à être réoccupé suite à l'intervention, le Titulaire doit assurer une protection et un nettoyage des zones d'intervention. En complément des exigences décrites au chapitre spécifique « amiante », le Titulaire devra adapter sa méthodologie d'intervention compte tenu de l'occupation du bâtiment, de manière à réduire l'empoussièrement généré par les investigations qui seront réalisées, et garantir lors du retour de l'occupant un niveau d'empoussièrement strictement inférieur à 5f/L. Il est rappelé que cet objectif est primordial pour toutes les interventions de démontage, sondages et prélèvements susceptibles d'émettre des fibres d'amiante dans le cadre de l'opération.

De même, vis-à-vis des occupants, le Titulaire se doit de :

- Communiquer aux occupants les seules informations strictement nécessaires à sa mission, et veille aux consignes du maître d'ouvrage quant à la communication avec les occupants ;
- Respecter et à faire respecter au possible la jouissance paisible des lieux par les occupants et par le gestionnaire de l'immeuble ;

- Respecter les créneaux horaires autorisés.

12.2.11 Moyens techniques

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire assurera par tous les moyens nécessaires et à ses frais :

- Les équipements et outillages nécessaires aux sondages, découpes, carottages, démontage, etc. ;
- Le matériel nécessaire et adapté à la réalisation du diagnostic (outils, capteurs, consommables, etc.) ;
- L'éclairage nécessaire ;
- La signalétique, plot, ruban, et tous les consommables nécessaires à sa mission ;
- De manière générale, tous les équipements nécessaires hors ceux explicitement exclus au marché ;
- Matériaux de rebouchage et de remise en état ;
- Etc.

L'utilisation de l'énergie électrique de l'immeuble n'est pas autorisée, sauf mention contraire et formelle du maître d'ouvrage. Le Titulaire se dote si nécessaire, d'outillages et appareils électroportatifs autonomes. En cas de contrainte technique ou réglementaire avérée, il s'oriente vers le maître d'ouvrage ou son représentant.

12.2.12 Mise en sécurité, rebouchage et remise en état

Les sondages et les prélèvements réalisés en immeuble ou local vacant et voué à le rester jusqu'à démolition ou réfection complète font l'objet par le Titulaire d'une « mise en sécurité ». Cette mise en sécurité consiste en le ou les procédés le plus adéquats assurant l'absence d'émission de fibres dans l'ambiance, et ce sur plusieurs mois en l'absence de sollicitations physiques.

Cette mise en sécurité, réalisée au fil de l'eau, consiste par exemple en le (ou les) procédé(s) le plus adéquat assurant l'absence d'émission de fibres dans l'ambiance, préalablement à la remise en état ou à la réalisation des travaux. Il pourra s'agir d'un nettoyage du sondage, d'utiliser un surfactant, d'ajout d'enduit de surface, d'une résine de surface, etc. Suite à d'éventuels sondages destructifs, les zones d'intervention seront aspirées au moyen d'un aspirateur THE.

Les sondages et les prélèvements réalisés en locaux occupés font, quant à eux, l'objet d'un « rebouchage d'usage ». Il ne s'agit pas d'atteindre strictement le niveau esthétique antérieur aux prélèvements, mais de revenir à l'aspect macroscopique de l'ouvrage. Il s'agira par exemple de reboucher complètement un trou dans une paroi avec un ou des enduits adaptés (couleur similaire), de reboucher les petits prélèvements avec du silicone, de reboucher le vide constitué par la dépose d'un morceau de faïence, reboucher / lisser avec du mortier de réparation pour l'enveloppe du bâti, appliquer une résine durable pour les revêtements de sol avec mis à niveau de l'existant, reposer un joint silicone type « Rubson » ou similaire pour éviter toute infiltration d'eau et d'air, etc.

Après chaque prélèvement, il est attendu que le Titulaire effectue une réparation esthétique et durable afin de :

- Conserver l'aspect esthétique du support avant la réalisation des travaux (projet réhabilitation) ;
- Sécuriser les zones d'intervention de tous risques sanitaires, notamment en cas de risque d'exposition à l'amiante et au plomb post repérage (projet réhabilitation).

Les moyens de rebouchage et remise en état décrits dans le mémoire technique du Titulaire sont dus au titre du contrat.

Les prélèvements devront faire l'objet d'un nettoyage rigoureux après intervention et les sondages destructifs devront être limités au strict nécessaire, avec remise en état. Une attention particulière est portée à l'éventuelle dégradation de l'efficacité de la fonction des matériaux sondés et/ou prélevés.

Tout nettoyage non effectué lors de sondages destructifs avec présence de matériaux susceptibles ou contenant de l'amiante feront l'objet d'une intervention de nettoyage selon les dispositions du Code du Travail. Cela fera l'objet de pénalités plus tous les frais liés à l'éventuelle décontamination et prestations connexes.

Le Titulaire ne devra laisser de déchets ou débris de matériaux susceptible ou contenant de l'amiante.

Pour les locaux occupés lors de investigations, l'opérateur réalisera les rebouchages et remise en état nécessaires conformément aux attentes du CCTP. Néanmoins la remise en place de l'étanchéité au droit de la toiture après intervention devra être incluse dans l'offre via l'intervention d'un étancheur.

12.2.13 Déchets

Les déchets et gravois générés dans le cadre des prestations sont susceptibles de contenir des matériaux contenant de l'amiante. Ainsi ils sont impérativement évacués du lieu de prélèvement dès la fin de la mission singulière, collectés et évacués du site le jour même, à la pleine charge du Titulaire, sauf accord formel et contraire du maître d'ouvrage. De même les locaux occupés doivent être nettoyés de tout déchet lors du départ de l'intervenant.

Les déchets et gravois ne doivent en aucun cas être déposés dans les conteneurs à ordures ménagères de l'immeuble. Les déchets soumis aux dispositions du Code de l'Environnement, tels que les déchets amiantés, EPI inclus, doivent être conditionnés, évacués et éliminés selon la réglementation en vigueur.

12.2.14 Échanges avec le MOA/groupement/AMO

En complément du programme de repérage (tableur comprenant la stratégie, l'estimatif de prélèvements répartis par parties de bâtiments, fonctions des locaux, matériaux inspectés tout en présentant les résultats

négatifs/positifs réutilisés), les éléments suivants devront être transmis tout au long de l'opération de repérage et de manière hebdomadaire :

- La fourniture des listings des prélèvements effectués avant transmission au laboratoire pour discussion
- La fourniture des résultats d'analyse dès réception, afin d'échanger sur les conclusions devant être établies, ainsi que les schémas de repérage des étendues à établir ;
- Toutes autres informations rendues nécessaires pour la compréhension de l'avancement et les éléments démontrant l'aboutissement à l'objectif de résultats attendu.

L'offre du Titulaire comprend une réunion de lancement en présentiel et la présence en réunion du Titulaire sur demande du MOA/Groupement/AMO (en présentiel ou en visioconférence selon la demande). Il ne sera pas toléré que le Titulaire mette en évidence des réserves dans les rapports amenant à mettre à disposition des moyens spécifiques, alors que ces informations sont à préciser dès la visite de reconnaissance faisant l'objet d'une diffusion du plan de repérage.

13. CONSISTANCE DES MISSIONS DE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

La mission de repérage consistera au repérage des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante et pouvant être sollicités à l'occasion des travaux projetés, au sens de l'arrêté « RACO » du 16 juillet 2019. La mission est à réaliser conformément à la norme NF X 46-020 d'août 2017.

Le donneur d'ordre est tenu :

- De vérifier la cohérence entre le programme de travaux y compris de démolition, le périmètre et le programme de repérage proposés par l'opérateur de repérage, et transmettre ses éventuelles observations. À ce titre, le titulaire fournira au donneur d'ordre et à l'AMO désigné son programme de repérage à minima 5 jours ouvrés avant le début des interventions in situ par zone du bâtiment (Tour, Socle, niveau, etc.). Ce programme de repérage devra impérativement être visé et annoté si besoin avant le début des opérations in situ.
- Dans le cas où il modifie le programme de démolition, d'informer le titulaire et d'adapter sa mission si nécessaire ;
- Mettre en œuvre les moyens d'accès aux divers locaux et parties d'ouvrage inaccessibles remontés par le Titulaire.

L'opérateur de repérage doit, afin de définir son intervention :

- Analyser les documents fournis par le donneur d'ordre ;
- Veiller à la cohérence de l'ensemble des recherches et au récolement des résultats ;
- Déterminer les éventuelles actions nécessaires : recherche d'informations complémentaires, réalisation des documents manquants nécessaires à sa mission ;
- Déterminer le périmètre et le programme du repérage en fonction du programme de démolition, et les transmettre au donneur d'ordre et son AMO pour avis obligatoire avant le début des opérations de repérage ;
- Organiser un cheminement logique permettant la visite systématique de toutes les parties de l'immeuble bâti faisant partie du périmètre de repérage ;
- Prévoir la mise en œuvre des moyens nécessaires pour accéder à certaines parties d'ouvrage (PIRL), et d'en définir les conditions d'utilisation.
- Prévoir la nécessité de mettre en œuvre des équipements spéciaux (nacelle, échafaudage...) dès la phase de consultation et d'adapter son offre technico-financière en conséquence ;
- Prévoir les démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives et en informer le maître d'ouvrage et son AMO dès la phase de consultation, ou à minima lors de la visite de reconnaissance afin de pouvoir adapter le marché ou de permettre au donneur d'ordre de mettre en œuvre ses éléments.

13.1 Préparation technique de la mission Analyse documentaire et visite de reconnaissance

Dès la phase de consultation, le Titulaire réalisera une étude des documents communiqués (Descriptions de travaux de construction, année de construction, DTA, DAPP, rapport amiante avant travaux localisé, plans, descriptif, etc.).

Le Titulaire exploite et retranscrit l'information « amiante » fournies et prépare sa visite de reconnaissance qui aura notamment pour objectif de :

- Etablir le périmètre et le programme de repérage ;
- Définir les investigations approfondies non destructives nécessaires ;
- Définir les investigations approfondies destructives ou les démontages particuliers permettant d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir l'amiante et impactés par le programme de travaux ;
- Estimer le nombre prévisionnel de prélèvements à réaliser (fourchette basse et haute) sur la base de l'observation des ZPSO prévisionnelles visibles et accessibles et de l'estimation faite de quantités des ZPSO « cachées » (non visibles et accessibles sans investigations destructives).
- Définir les surfaces qui devront être protégées pour la réalisation des sondages et des prélèvements ;

- Identifier le cas échéant, les moyens d'accès particuliers que le donneur d'ordre devra mettre à disposition de l'opérateur en charge du repérage lors de son intervention autre que ceux identifiés dans le présent CCTP.
- Organiser un cheminement logique permettant la visite systématique de toutes les parties de l'immeuble bâti intégrées dans le périmètre de repérage ;
- Etc.

Ces éléments seront formalisés dans un compte-rendu de visite de reconnaissance sous la forme d'un « plan de repérage » adressé au MOA/AMO par mail 5 jours avant l'intervention sur un ensemble de bâtiment. L'opérateur de repérage indiquera également dans ce document son programme de repérage prévisionnel au regard de la réalisation des exigences listées ci-dessus.

Lors de sa visite de reconnaissance, le titulaire devra établir la liste de tous les instruments d'accès (clefs, codes...), toutes les autorisations nécessaires pour pénétrer dans l'ensemble des locaux, y compris annexes, dépendances et certaines zones particulières telles que vides sanitaires, combles, locaux techniques, pour accéder à l'ensemble des installations techniques y compris ascenseur, chaufferies, transformateurs... Le titulaire devra également lister les nécessités de mise à l'arrêt d'installation dont le maître d'ouvrage fera réaliser la remise en fonctionnement.

L'ensemble des démontages, création d'ouvertures, déplacement d'objets divers réalisables à main nue ou à l'aide d'outillage à main sommaire (marteau, burin, tournevis, clés diverses, électroportatif...) seront à la pleine charge du Titulaire.

13.2 Dispositions techniques et organisationnelles attendues

13.2.1 Synthèse générale

La mission de repérage avant travaux des matériaux et produits contenant de l'amiante devra être effectuée conformément aux attentes de l'arrêté du 16/07/2019 et de la norme NF X 46-020 de 2017, respectant notamment les prescriptions techniques suivantes :

- Analyser les documents fournis : information amiante existante, programme de démolition, etc. ;
- Réutiliser tous les résultats des anciens documents qui devront être retracés dans le rapport de repérage. Toute donnée non réutilisée devra être justifiée auprès du maître d'ouvrage ;
- Organiser des visites de reconnaissance afin de figer sa stratégie de prélèvements à fournir au maître d'ouvrage ou son représentant ;
- Identifier les caractéristiques constructives, les modes de construction et les différentes catégories de parties d'ouvrages présentes dans l'immeuble (gros œuvre, second œuvre d'origine, second œuvre de réhabilitation globale, second œuvre de rénovation ponctuelle...)
- Rechercher et identifier les matériaux et produits concernés par le programme de repérage ;
- Identifier les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ainsi que ceux non susceptibles d'en contenir ;
- Consigner par écrit tous les matériaux et produits susceptibles ou non de contenir de l'amiante ainsi que leur caractéristiques (à minima nature, localisation, couleur, aspect, forme, étendue, volumétrie...)
- Réaliser des sondages sur les MPSCA afin de déterminer les ZPSO, c'est-à-dire d'en vérifier l'homogénéité et l'étendue. Pour cela, l'opérateur de repérage désignera un élément témoin pour chacune des ZPSO en s'appuyant sur l'information existante et sur l'annexe A de la norme NF X46-020 ;
- Identifier les cohérences de résultats et incohérences de résultats (validation ou non des ZPSO) ;
- En cas d'incohérences de résultats, programmer de nouvelles investigations in situ pour réaliser les compléments de repérage nécessaire à la levée des incohérences ;
- Le nombre de prélèvements à réaliser pour chacun des matériaux ou produits suspects identifiés devra répondre à minima aux dispositions de l'annexe A de la norme NF X46-020 tout en prenant en compte les prélèvements déjà réalisés. Ce nombre devra néanmoins être adapté en fonction de l'appréciation de l'opérateur vis-à-vis de l'identification précise des étendues de matériaux en vue d'une interprétation cartographique ferme ;
- Conclure sur la présence ou l'absence d'amiante. Nous rappelons l'objectif de résultats attendu dans le cadre de la dénomination précise des matériaux ou produits contenant de l'amiante pour permettre d'évaluer les processus de travaux par les acteurs du projet ;
- Alerter le maître d'ouvrage, s'il est identifié des investigations approfondies rendues nécessaires à programmer, non-constatées lors de la visite de reconnaissance, et non-formalisées dans le Stratégie de repérage préalable. En cas d'investigations qui auraient pu être identifiées lors de la visite préalable, les impacts (calendaires et/ou coût de l'entreprise tierce) pourront être imputés au Titulaire ;
- Estimer les quantités de matériaux et produits contenant de l'amiante selon les listes de catégories décrites dans le tableau 1 de l'annexe de l'arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic

portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (en m², m³, ml ou unité) ;

- Les prélèvements/sondages (positifs ou négatifs) devront être rattachés à une ou plusieurs photographie(s) afin de permettre aux acteurs du projet de se repérer aisément vis-à-vis de la présence ou non d'amiante. La localisation des prélèvements (négatifs et positifs) devra être effectuée sur plan ;
- Les sondages devront être réalisés dans toutes les couches du matériau ou produit. De plus, une distinction sera apportée permettant de différencier chaque couche observée (ex : complexe colle, ragréage). Les techniques employées pour la réalisation des sondages, des prélèvements et des analyses seront conformes aux dispositions de l'annexe B de la norme NF X46-020 version 2017 ;
- À l'issue de chaque intervention de sondages/prélèvements, l'opérateur de repérage devra nettoyer sa zone d'intervention et éliminer les débris issus de son intervention tout en évitant toute éventuelle propagation dans le bâtiment de poussières susceptibles de contenir des fibres amiante. Il devra réaliser les rebouchages rendus nécessaires ;
- Les analyses des échantillons de produits et matériaux seront réalisés par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalents ;
- Un rapport comportant entre autres des plans (utiliser les plans fournis), la situation et l'étendue des matériaux et produit contenant de l'amiante sera établi avec identification la plus précise possible du nombre de conduits et du linéaire. Les conclusions du rapport de mission de repérage devront pouvoir être comprises par toute personne non spécialiste et en particulier par le donneur d'ordre. Des idéogrammes et moirages devront être utilisés de façon à différencier chacun des matériaux et produits contenant de l'amiante et représenter leur étendue. Une cartographie conforme aux exigences suivantes :
- Les plans sont établis à l'échelle du bâtiment (vue d'ensemble du bâtiment par niveau) et non par local/logement ;
- La délimitation précise du périmètre de la mission, dans le sens des locaux concernés et ceux exclus, doit être représentée ;
- Chaque zone n'ayant pu faire l'objet d'investigations doit clairement être représentée ;
- Les étendues de chacun des MPCA doivent être correctement identifiées dans les plans et croquis. Tous les MPCA devront être représentés par des idéogrammes et moirages de couleur unique, commun à chaque planche de repérage, permettant de les distinguer sans confusion possible. Seules les couleurs chaudes seront acceptées pour la représentation des MPCA ;
- Tous les sondages et prélèvements (positifs et négatifs) doivent être représentés avec leurs identifiants permettant de distinguer l'un de l'autre. Les points de prélèvements et de sondages négatifs devront être représentés en couleur froide, et positifs devront être représentés en couleur chaude ;
- En cas de repérage visant des éléments extérieurs, un plan de masse et/ou vue satellite est utilisé pour représenter clairement les étendues des MPCA, et le champ de mission
- En cas de repérage visant les façades ayant conclu à la présence d'amiante, le Titulaire représente les matériaux en superposition d'une photographie, ou d'un plan vue de face ;
- En cas de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, pour lequel il n'a pas été possible à ce stade de prélever et/ou de conclure, ils devront être représentés.
- Chaque matériau ou produit repéré, qu'il soit négatif ou positif, devra être imagé par un photographie réalisée in situ ;
- Les PV d'analyses du laboratoire en annexe devront être en bonne qualité afin de permettre la lecture des éléments décrits ;
- Fournir un seul rapport de repérage « amiante » pour le bâtiment ;
- Les planches de repérage devront être établies par étage. Le Titulaire est dans l'obligation de réutiliser les plans fournis ou réaliser une nouvelle projection des plans établis par infographiste à la charge du Titulaire.
- Etc.

Dans le cadre de l'identification des revêtements de sol contenant de l'amiante, le Titulaire devra impérativement dissocier les couches et indiquer clairement (conclusions et plans d'étendues) où se trouve la couche contenant de l'amiante. L'ordre de superposition devra être compréhensible et précise. Nous rappelons que lors de travaux de désamiantage, les délais de traitement et le poids de déchets générés d'une colle bitumineuse sous carrelage ou sous deux couches de lino (même non amiantées) sont différents et donc avoir un impact financier non négligeable sur l'opération.

13.2.2 Pré-établissement des ZPSO

La démarche d'établissement des ZPSO est une démarche continue tout au long de la mission du Titulaire. A ce titre, toute information, découverte, constatation faite durant l'opération, durant les sondages ou lors de l'analyse des résultats laboratoire doit pouvoir remettre en question les hypothèses de ZPSO formulée à ce stade par le Titulaire. Le Titulaire devra alors mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, y compris une réintervention sur site, pour répondre à toute potentielle redéfinition de ZPSO à chaque étape de sa mission.

L'opérateur procèdera à une inspection visuelle afin d'identifier les composants de la construction objets du programme de repérage, et devra identifier les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante comme ceux qui ne sont pas susceptibles d'en contenir.

À l'issue de cette inspection visuelle, le Titulaire définira des ouvrages de référence dont les éléments témoin associés seront représentatifs afin d'établir la base de la ZPSO.

13.2.3 Réalisation de sondages

Le Titulaire réalisera des sondages sur les MPSCA afin de déterminer les ZPSO, c'est-à-dire d'en vérifier l'homogénéité et l'étendue. Pour se faire, le Titulaire se référera aux quantités et fréquences de réalisation normatives (annexe A).

Le Titulaire comparera tout MPSCA objet de sondage aux caractéristiques physiques (nature, aspect dimensions, ...) et techniques (affectation, fonction, période de mise en œuvre...) des ouvrages de référence.

En cas de concordance totale avec un ouvrage de référence, le Titulaire étendra la ZPSO concernée. Dans le cas contraire, la définition d'une nouvelle ZPSO est nécessaire, y compris le choix d'un nouvel ouvrage de référence.

Le choix des points de sondages tout comme leur quantité sont laissés à la pleine appréciation du Titulaire.

Néanmoins, cela se doit dans le respect des dispositions normatives et dans le respect de la plus grande pertinence possible vis-à-vis des modes de construction et d'application des dits MPSCA.

Les sondages devront être effectués sur toutes les couches existantes, devront rendre compte de la nature du support et devront être documentés pour leur traçabilité dans un jeu de plan/croquis adapté.

13.2.4 Prélèvement d'un matériau ou produit en vue d'une analyse laboratoire

Le choix des points de prélèvement tout comme leur quantité sont laissés à la pleine appréciation du Titulaire. Néanmoins, cela se doit dans le respect des dispositions normatives et dans le respect de la plus grande pertinence possible vis-à-vis des modes de construction et d'application des dits MPSCA. Le nombre de prélèvements sera directement impacté par les hypothèses de définition des ZPSO.

Le Titulaire devra réaliser ses prélèvements de telle sorte de permettre une parfaite dissociation de couches et d'éviter toute problématique de dilution d'un MPSCA dans un autre. De plus, le Titulaire devra prélever une quantité suffisante de matière pour permettre une analyse et un archivage conforme aux dispositions d'accréditation COFRAC du laboratoire.

Le Titulaire doit l'intégralité du processus de traçabilité des échantillons et est, à ce titre, le garant de la bonne association entre un MPSCA, un prélèvement et un résultat d'analyse.

Afin de rendre compte de la typologie et des caractéristiques visuelles des points de prélèvement, ceux-ci devront être accompagnés systématiquement d'une à deux photographie(s) permettant de situer le point de prélèvement dans son environnement direct, mais également de mettre en avant l'aspect visuel du MPSCA visé.

Cas particulier des équipements avec référence disponible : Pour la totalité des équipements présents (groupes électrogènes, ascenseur...), dont une plaque d'identification serait présente, le Titulaire devra engager les recherches approfondies documentaires auprès du fabricant pour l'ensemble des parties de l'équipement qui ne seraient pas accessibles. En l'absence de réponse justifiée ou de réponse non concluante, des démontages pourront être envisagés.

Exemple d'éléments à demander et à intégrer dans les rapports :

Date de construction Courrier de retour constructeur.

13.2.5 Nettoyage et mise en sécurité

Que ce soit à des fins de sondage ou de prélèvement, toute action directe sur un MPSCA doit être soldée par une mise en sécurité totale. Cette mise en sécurité doit garantir l'absence potentielle de dissémination de fibres d'amiante à l'issue des opérations de repérage in situ.

Le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir cette gestion du risque et l'atteinte des objectifs.

Ces dispositions s'entendent pour le point de prélèvement comme pour tout résidu d'action mécanique engendrée (gravats, poussière...). En l'absence de nettoyage et de mise en sécurité sous 48h après notification par le donneur d'ordre ou son AMO, le donneur d'ordre pourra mandater une entreprise spécialisée aux frais du Titulaire.

13.2.6 Analyse en laboratoire

Les analyses des échantillons réalisés lors des prélèvements devront être réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC conformément aux dispositions de l'arrêté du 1er octobre 2019 « relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses » modifié par celui du 26 décembre 2019.

Le choix du laboratoire sous-traitant sera laissé à l'appréciation du Titulaire. Néanmoins, le Titulaire sera le garant du respect par le laboratoire des dispositions réglementaires, normatives voir contractuelles qui les lieraient, et ce, dans l'unique but de fournir l'information amiante du au donneur d'ordre de la meilleure et de la plus pertinente des manières.

Dans le cas de MPSCA multicouche dont l'impossibilité technique de séparation in situ aurait été établie et présentée par le Titulaire, le laboratoire devra obligatoirement rendre une analyse par couche. Ces analyses par couches ne devront en aucun cas induire une redondance avec les analyses des autres échantillons (exemple, dans le cas d'un prélèvement de dalle de sol et de colle sous-jacente, le Titulaire ayant séparé la colle de la dalle

en deux échantillons veillera à ce que la colle ne soit pas analysée en tant que MPSCA monocouche et en tant que MPSCA multicouche menant ainsi à deux analyses d'un seul et unique MPSCA en un seul et unique point de prélèvement. Cette remarque étant valable pour tout type de MPSCA).

Toute analyse doit impérativement disposer d'un résultat mentionnant clairement soit la présence d'amiante, soit l'absence d'amiante. Toute analyse non concluante ne peut être considérée comme une analyse à part entière et ne peut faire l'objet d'une quelconque mention dans le rapport de repérage ou de facturation. Le prix unitaire d'une analyse comprend de manière forfaitaire la dissociation et l'analyse de chaque du prélèvement par le laboratoire.

Toute analyse doit impérativement être couverte par l'accréditation du laboratoire. Toute analyse non couverte par ladite accréditation ne peut être considérée comme une analyse à part entière et ne peut faire l'objet d'une quelconque mention dans le rapport de repérage ou de facturation.

13.2.7 Interprétation des résultats d'analyse en laboratoire

A réception des procès-verbaux d'analyse, le Titulaire devra veiller la cohérence des résultats avec les informations qu'il a à sa disposition. Le titulaire veillera à la bonne cohérence de la description qu'il a faite d'un MPSCA avec la description faite par le laboratoire.

Le Titulaire veillera à ce que chaque analyse soit bien accréditée et accompagnée d'un résultat statuant sur la présence ou l'absence d'amiante.

Dans le cas d'échantillons multicouches, le Titulaire veillera à disposer d'un résultat (selon les modalités prédéfinies ci-dessus) pour chacune des couches mentionnées par le laboratoire.

Le Titulaire veillera à ce qu'aucun échantillon présente un résultat d'absence d'amiante uniquement basé sur une analyse MOLP.

13.2.8 Validation des ZPSO

A l'issue des étapes susmentionnées d'inspection visuelle, de sondage, de prélèvements, d'analyse en laboratoire et d'interprétation des résultats, et uniquement à l'issue de la totalité de ces étapes, le Titulaire validera les ZPSO préétablies pour celles dont les résultats sont cohérents et reverra ses hypothèses pour les autres.

Le Titulaire devra alors, si nécessaire, reprendre le processus de définition des ZPSO complet, y compris sondages, prélèvements et analyses.

13.2.9 Estimation des quantités des MPCA

Le Titulaire estimera les quantitatifs de MPCA découverts lors de sa mission tant en linéaire / surfacique / volumique qu'en poids total.

Le Titulaire adaptera l'unité à la typologie de MPCA, le poids en kg ou en T, la longueur en cm, m ou km, les surfaces en m², etc.

13.2.10 Rapportage de la mission de repérage

Le Titulaire établira un seul et unique rapport pour le bâtiment objet de la mission. En aucun cas un rendu de mission ne serait validé s'il était rédigé sous un autre formalisme.

Le Titulaire reprendra l'ensemble des dispositions de l'annexe C de la norme NF X 46-020 pour la rédaction de son rapport de repérage.

Le Titulaire établira un listing clair, lisible et unique de tous les prélèvements de matériaux et produits contenant de l'amiante identifiés et reprendra de manière synthétique les typologies de MPCA identifiés dans ses conclusions.

Le Titulaire devra réutiliser l'information « amiante » existante mis à disposition pour le guider dans la définition des ZPSO en y faisant référence dans ses rapports conformément aux dispositions au point 6° de l'annexe 2 de l'arrêté du 16/07/2019

Le Titulaire veillera à apporter la plus grande précision et la plus grande uniformité à la dénomination des éléments présents dans son rapport (par exemple, différencier les ciments des bétons, différencier les enduits-ciment des enduits plâtre et des peintures, différencier les enduits de jointement des bandes à joint de type calicot, différencier les différentes couches des multicouches comme les complexes de sols ou de calorifuge notamment...).

Le Titulaire établira des cartographies par étage. Pour une parfaite traçabilité et identification, le Titulaire annotera chaque planche avec le numéro de l'étage.

Le Titulaire établira des cartographies de localisation des prélèvements mettant en avant d'un côté (couleur particulière par exemple) les prélèvements contenant de l'amiante et de l'autre ceux n'en contenant pas.

Le Titulaire établira des cartographies de localisation des sondages mettant en avant d'un côté (couleur particulière par exemple) les sondages associés à des matériaux ou produits contenant de l'amiante et de l'autre ceux associés à ceux n'en contenant pas.

Le Titulaire établira des cartographies d'étendue des MPCA à l'aide d'une légende unique à tout le rapport et n'associant qu'un seul et unique MPCA à une typologie de représentation. Chaque changement de MPCA doit entraîner un changement de couleur et de forme de la représentation pour pouvoir conserver la représentativité y compris en noir et blanc.

13.2.11 Investigations toitures : Étancheur habilité

Dans le cadre des travaux de réfection des étanchéités en toitures/casquettes, le Titulaire devra mobiliser un étancheur pour reboucher les prélèvements de l'ensemble des couches d'étanchéité susceptibles d'émettre des fibres d'amiante. Le prestataire retenu devra être habilité » et intervenir selon les dispositions de la sous-section 4 du Code du Travail. L'ensemble des documents administratifs de préparation devront être fournis au lancement des interventions, notamment le mode opératoire établi conformément à l'article R4412-145 du Code du Travail mais aussi les assurances, habilitations, etc. La coordination de ces interventions et le respect du planning sont à la charge du Titulaire.

Tous les coûts associés à un sinistre lié à une infiltration causée par un rebouchage défectueux seront associés à la pleine charge du Titulaire.

13.2.12 Investigations spécifiques et exigences techniques particulières

La liste n'est pas à considérer comme exhaustive. En complément des attentes réglementaires, le Titulaire est tenu de répondre aux exigences suivantes :

- Investigation systématique des gaines techniques, des coffrages, des pléniums ;
- Recherche obligatoire de la présence d'amiante spécifiquement au niveau des bouchons et entretoises de voile béton,
- Dissociation systématique des couches et conclusion sur la ou les couches contenant de l'amiante : revêtements de sol (dalle, colle, ragréage, chape), enduits (ciment, plâtres), calorifuge (enveloppe, isolant, revêtement bitumineux sur conduit métallique), revêtement d'étanchéité (identifier clairement les couches amiantées), etc. ;
- Concernant les revêtements de sol, le Titulaire est tenu de clairement identifier dans les conclusions et sur les planches de repérage les revêtements superficiels (multicouches) non amiantés se trouvant sur les revêtements de sol contenant de l'amiante. La description doit être claire dans le rapport tout en sachant dans quelle couche se trouve l'amiante.
- Exemple : Présence de dalles et colle bitumineuse contenant de l'amiante se trouvant sous différentes couches de linoléum ou carrelage récent ou parquet.
- Attention particulière à avoir vis-à-vis de la recherche des enduits-ciment de lissage/déballage se trouvant préférentiellement en jonction de dalles et angles sur les façades, et en cueilli et jonction de dalles de plancher haut pour les parties intérieures. Concernant les façades, l'opérateur pourra être amené à démonter des éléments de bardage ou ITE pour rechercher les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante dessous (plot de colle, isolant, enduit-ciment, etc.)
- Sur les parois verticales plâtrées, l'opérateur de repérage devra faire apparaître clairement où se trouve l'amiante : enduit-ciment ou plâtres, Calicot, bandes d'enduit de jonction, plots de colle de doublage, etc.
- Recherche obligatoire de potentiel revêtement bitumineux ou colle d'accroche sous flocage ;
- Recherche obligatoire des revêtements bitumineux d'étanchéité en soubassement des façades ;
- En cas de travaux de rénovation ou de remplacement de chaudière, l'opérateur devra à minima regarder la date de construction avec intégration de la photographie dans le rapport de repérage pour justifier l'absence d'investigation ou obtenir des informations du constructeur avec justificatifs à annexer au rapport ;
- La totalité des regards devra être inspectée et localisée sur plans de masse ou photos aériennes.
- Des prélèvements devront être effectués et en cas de présence d'amiante, les dépôts des directions supposées devront être identifiés par des flèches.
- Transmettre à l'avancement les résultats d'analyse bruts des prélèvements dès réception au chargé d'opération du MOA ou son représentant.
- Etc.

13.3 CONSISTANCE DE LA MISSION DE REPERAGE DES EXTERIEURS AMIANTE/HAP

13.3.1 Généralités

L'objectif de cette mission est d'effectuer un repérage des réseaux enterrés et de la présence d'amiante et de HAP dans les enrobés.

Avant de réaliser tout travail en interface avec des enrobés routier (bordure d'un bâtiment démoli, rénovation d'un parking, rénovation de la chaussée, d'une portion de voirie, etc.), le repérage des extérieurs a pour but :

- De permettre l'évaluation des risques professionnels et de définir les mesures de prévention/protection nécessaires ;
- D'organiser la gestion des déchets et définir les filières d'élimination et/ou le degré de recyclage des enrobés à entrevoir.

La stratégie de prélèvement est établie préalablement par le Titulaire et soumise au maître d'ouvrage, sur la base des paramètres des travaux projetés :

- Leur type (rabetage, sciage, fraisage, décroulage, etc.) ;
- La longueur de la chaussée concernée ;
- La profondeur impactée par les travaux ;
- L'hétérogénéité des enrobés.

13.4 Exigences techniques

13.4.1 Concernant les investigations sur les enrobés routiers

La mission devra être effectuée conformément aux aspects normatifs et réglementaires en vigueur, et sur la base des prescriptions du guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux du 20/11/2013 et surtout Arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.

Pour les analyses, le Titulaire est tenu de sélectionner un laboratoire accrédité par les recherches de HAP et pour l'amiante, en possession de l'accréditation "de type 3" au sens de l'arrêté du 1er octobre 2019 avec aussi la recherche d'amiante dans les granulats, en complément des liants

Les investigations de carottages devront être réalisées selon les dispositions de la sous-section 4 du Code du Travail. Le Titulaire devra être en capacité de fournir le mode opératoire répondant en tout point à l'article R4412-145 du Code du Travail pour le processus de carottage. Toutes les mesures de prévention devront être mis en œuvre pour sécuriser la zone d'intervention, notamment sur les parkings ou pourtours de bâtiment en exploitation (balisage, signalisation réglementaire, mise en sécurité, dévoiement éventuellement rendu nécessaire, etc.).

Les investigations devront permettre de caractériser clairement l'enrobé impacté par les travaux et donc porter sur :

- Toute l'épaisseur de l'enrobé afin de caractériser les éventuelles différentes générations. L'opérateur devra préciser au laboratoire les différentes couches à analyser afin de faciliter les conclusions lors de la réception des résultats et permettre de présenter les étendues. en cas d'un échantillon hétérogène (c'est-à-dire dont il n'a pu dissocier les différentes couches in situ) d'indiquer dans la fiche d'accompagnement dudit échantillon la ou les couches devant être analysées par le laboratoire, donc de solliciter expressément une dissociation des couches dudit échantillon, l'exigence de procéder à la recherche des différentes catégories d'amiante présentes dans l'échantillon prélevé sur l'enrobé d'une infrastructure de transport (liant et granulat) s'impose au laboratoire d'analyse retenu par le Titulaire ;
- Réaliser à minima un sondage par enrobé considéré comme différent d'aspect visuel (zone de réparation ou différentes couches rencontrées) tout en respectant les prescriptions de la norme NF X46-020 et son annexe A.
- Le Titulaire devra réaliser des carottages d'un diamètre suffisant pour permettre l'analyse des différents composés recherchés.

13.4.2 Concernant les investigations des réseaux enterrés

Au titre du marché, il est attendu que l'ensemble des regards soient inspectés par le Titulaire. Si les prélèvements sont revenus positifs et que l'étendue est constatée par sondage, le titulaire devra faire apparaître dans ses cartographies d'étendues, à minima, la direction supposée des conduits au niveau de chaque regard.

13.5 Contenu du rapport

Le Titulaire produit un livrable visant l'ensemble de la prestation, incluant notamment :

- Fiche de synthèse des prélèvements réalisés à différencier en fonction des couches ou générations d'enrobés rencontrées (localisation, numéro prélèvement, typologie, photo, présence d'amiante ou non, concentration en HAP, épaisseur de la couche caractérisée, dissociation des couches, etc.) ;
- La fiche de chaque carottage devra faire l'objet d'une photographie de la carotte de prélèvements avec un mettre à côté pour permettre de visualiser chaque couche et des potentielles couches incriminées ;
- Les PV d'analyses du laboratoire en annexe. Concernant les HAP, le rapport d'analyse devra clairement mettre en évidence la teneur totale de l'ensemble des composées faisant l'objet de l'analyse ;
- Une cartographie détaillée, sur plan masse et/ou vue satellite, représentant :
 - La délimitation précise des enrobés concernés par les travaux ;
 - La localisation des prélèvements effectués ;
 - Les zones concernées par la présence d'amiante et/ou d'HAP selon classe de concentration avec la représentation des étendues délimitées par un code couleur permettant de différencier les différentes problématiques caractérisées ;
 - La représentation de l'étendue HAP sur plan devra présenter un code couleur pour les teneurs suivantes : [50 à 500 mg/kg] ; [500 à 1000 mg/kg] et [> à 1000 mg/kg].

13.6 CONSISTANCE DES MISSIONS DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX

13.6.1 Généralités

L'objet de ce repérage est d'identifier les revêtements et matériaux contenant du plomb et susceptibles d'être sollicités au cours des travaux de réhabilitation. Le repérage devra permettre d'évaluer le risque d'exposition des travailleurs qui opéreront sur le chantier. L'opérateur de repérage utilisera un appareil de mesure par fluorescence X, ou des analyses acido-soluble, le cas échéant.

Rappel : le titulaire effectuera sa mission en suivant les attentes de la norme NF X 46-035 de 2021 et complétée par le document dénommé « Préconisations pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux », édité par la DIRECCTE CENTRE en mars 2014, notamment pour ce qui est des ouvrages devant être repérés et/ou mesurés.

13.7 Spécificités techniques

La recherche des revêtements contenant du plomb vise à identifier et localiser toutes les unités de repérage pouvant être revêtues ou pouvant contenir du plomb et impactées par le programme de travaux.

Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont notamment :

- Principalement les peintures ;
- Les vernis ;
- Les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre ;
- Le revêtement au plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons et appuis de fenêtre ;
- Les enduits ;
- Les potentiels revêtements derrière les faïences ainsi que les matériaux contenant du plomb métallique (canalisation d'eau, nappe isolante, revêtements d'étanchéité en plomb : tables, couvre-joints...) ;
- Etc.

NOTE DE LA NORME NF X 46-035 : les PVC et les glaçages de faïences et de carrelage peuvent contenir du plomb. Cependant, leur recherche n'a pas été jugée pertinente lors des travaux de la commission au regard du faible potentiel d'émission de poussières de plomb de ces matériaux, compte tenu de la nature des travaux généralement effectués.

Les missions de repérage des revêtements et matériaux contenant du plomb, sont décrites comme suit :

- Seules les unités de repérage impactées par ces travaux feront l'objet d'un repérage ;
- Identifier des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de repérage est fonction de la nature et de la localisation des travaux à effectuer ;
- En l'absence de plans, établir les plans/croquis représentatifs de la configuration des bâtiments/locaux investigués ;
- Procéder à une inspection visuelle afin d'identifier les composants de la construction, et d'inspecter revêtements et matériaux susceptibles de contenir du plomb. L'opérateur dresse la liste des unités de repérage identifiées. On entend par unité de repérage, « un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement » ;
- Etablir la stratégie de repérage selon les prescriptions de la norme NF X 46-035 de juin 2021 ;
- Rechercher de présence de plomb sur toutes les unités de repérage impactées par les travaux par fluorescence X. Les plafonds impactés doivent faire l'objet d'une recherche de plomb, peu importe la hauteur. L'opérateur de repérage réalise les mesures de plomb avec un appareil à fluorescence X afin d'en vérifier l'homogénéité et l'étendue. Les résultats de mesure sont exprimés en milligrammes par centimètre carré (mg/cm²). La présence de plomb sera considérée à partir de 0.30 mg/cm².
- Des prélèvements de revêtements (peinture uniquement) peuvent être envisagés au besoin. Dans ce cas de figure, l'opérateur de repérage devra apporter les justifications nécessaires l'ayant amené à effectuer les prélèvements. Les analyses des échantillons de produits et matériaux sont réalisées par un laboratoire accrédité, conformément à la norme NF X46-031 « Diagnostic plomb – Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb » ;
- Etablir un tableau de synthèse des mesurages effectués détaillant notamment pour chaque mesure :
 - Le local,
 - La zone, l'unité de repérage,
 - Le type de revêtement de surface,
 - La localisation de la mesure (partie basse, partie haute, etc.),
 - La valeur fluorescence X ou la conclusion du constat visuel,
 - L'incertitude de la mesure ;
 - Présenter dans le rapport les concentrations précises en plomb mesurées à la fluorescence X. Il ne faut pas se limiter aux concentrations supérieures au seuil de 1 mg/cm².

13.8 Livrables

L'opérateur de repérage produit un rapport par bâtiment incluant notamment :

- Le programme de travaux ;
- La méthodologie d'échantillonnage ;
- Les locaux visités et non visités ;
- L'identification de l'auteur du constat ainsi que l'organisme de qualification et la certification du diagnostiqueur en cours de validité ;
- Annexer l'attestation de certification, ainsi que l'assurance ;
- La description de l'appareil à fluorescence X utilisé ;
- Le tableau de synthèse décrivant de manière détaillée les différentes unités de repérage mesurées et les résultats ;
- Une cartographie constituée de plans/croquis représentatifs du bâtiment :
 - Mettant en évidence les unités de repérage différenciant les concentrations entre 0.30 et 0.99 mg/cm² et les concentrations supérieures à 1 mg/cm². Les unités de repérage supérieures à 1 mg/cm² devront être clairement identifiables (garde-corps, porte, mur, plafond, etc.) avec des codes couleur et/ou une légende permettant de les différencier ;

- Permettant de localiser clairement au besoin les unités de repérage présentant du plomb.
- Comportant la délimitation précise du périmètre de la mission, dans le sens des locaux concernés et exclus, avec des vues ou plans de façade et/ou toiture si celles-ci sont concernées par les travaux prévus

Dans le cadre de la mission, il est attendu un rapport par bâtiment et les plans devront être établis à l'échelle du bâtiment (compris extérieurs).

14. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

Cette liste n'est pas limitative. Le Titulaire devra se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation en vigueur.

14.1 Missions Amiante

- Arrêté du 23 janvier 2020 - Repérages dans le Bâti - modifie l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis - Rend obligatoire la certification de compétence avec mention à partir du 1er juillet 2020 pour les repérages avant travaux dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 26 décembre 2019 - LABO - modifie l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses ;
- Arrêté du 8 novembre 2019 - Compétences des opérateurs de repérage (...) et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 1er octobre 2019 - LABO - relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses ;
- Conseil d'état (Décision n° 433284 du 27 août 2019) - L'exécution des articles 4 et 13 l'arrêté interministériel du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, en tant qu'ils prévoient que l'opérateur de repérage de l'amiante doit disposer de la certification avec mention prévue à l'article 2 de l'arrêté du 25 juillet 2016 est suspendue - Lien diagnostiqueur-immobilier
- Conseil d'état (Décision n° 402345, 410094 du 24 juillet 2019) - Annule l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification (NOR : LHAL1609440A) et l'arrêté du 24 février 2017 le modifiant (NOR : LHAL1703444A);
- Arrêté du 16 juillet 2019 (SUSPENDU partiellement par décision du Conseil d'état en août 2019) - Repérages avant travaux - relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 25 mars 2019 - modifie l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 2 juillet 2018 - Définition des critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- Décret du 9 mai 2017 modifié par décret n°2019-251 du 27 mars 2019 – Repérage de l'amiante avant toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante
- Note de la DGT du 5 décembre 2017 relative au cadre juridique aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4 – Références aux campagnes CARTO Amiante et FEDENE – Précisions concernant les dispositions réglementaires applicables à certaines interventions, notamment la fiche 3,
- Loi Travail - Août 2016 : L'article 113 de la loi crée l'article L.4412-2 sur le repérage avant travaux en matière d'amiante - Voir II.-1° de cet article 113. Les modalités d'application seront précisées par voie réglementaire (notamment par modification de l'article R.4412-97) ;
- Arrêté du 25 juillet 2016 (ANNULE en juillet 2019) : Définissant les critères de certification des compétences des opérateurs de repérages (y compris état de conservation) et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis ainsi que les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Note de la DGT du 12 décembre 2014 relatif au cadre juridique applicable aux travaux réalisés sur des matériaux du BTP contenant de l'amiante et/ou des fragments de clivage issus de matériaux naturels ;
- INRS (décembre 2014) : Liste des textes réglementaires de 1945 à 2014 ;
- Arrêté du 26 juin 2013 : Repérage des matériaux et produits de la liste C et contenu du rapport de repérage ;

- Décret du 3 juin 2011 : Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Décret du 27 décembre 2001 : modifie le décret du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ;
- DIRECCTE (mai 2019) - Pour information ... Dossier pratico-pratique - Réduire les risques d'exposition à l'amiante dans les interventions de la sous-section 4 - ;
- Arrêté du 11 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;
- Note de la DGT du 5 décembre 2017 relative au cadre juridique aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4 – Références aux campagnes
- CARTO Amiante et FEDENE – Précisions concernant les dispositions réglementaires applicables à certaines interventions, notamment la fiche 3,
- DGT Position juridique (décembre 2014) : note 14-906 du Directeur Général du Travail – Fragments de clivage dans les granulats. ;
- DGT (novembre 2013) : Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux (présence d'amiante et de HAP) ;
- INRS - NT 77 (septembre 2019) - LABO : Bilan de l'essai inter-laboratoires ALASCA-MET des cinq dernières années ;
- INRS (mai 2018) - Actualisation de la fiche toxicologique « Amiante » ;
- INRS – ED 1475 (novembre 2014) - Amiante : les produits, les fournisseurs ;
- INRS – ND 2311 (2009) : Repérage amiante : le maillon faible ;
- INRS – ND 2316 (2009) : Insuffisance des repérages : des responsabilités et des défaillances multiples ;
- NF L80-001 - Repérage de l'amiante avant travaux dans les aéronefs
- NF X46-020 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.
- Norme - NF X 46-100 - Repérage avant travaux - Installations - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité - Mission et méthodologie ;
- Etc.

14.2 Missions Plomb

- Code de la construction et de l'habitation : art. L 271-4 et 5, art. R 271-1 à 5 ;
- Code de la santé publique : art. L 1334-5 à 12, art. R 1334-10 à 12 ;
- Code du Travail : Réglementation CMR ;
- Décret 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Décret n° 2018-437 du 4 juin 2018 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au CREP ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 21 décembre 2006 relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Norme NF X46-030 – avril 2008 relative au protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb
- Norme NF X 46-031 : Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- Norme NF X46-032 – avril 2008 relative à la méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol
- Norme NF X46-035 – Juin 2021 - Repérage plomb - Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.
- Document de la DIRECCTE CENTRE « Préconisations pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (Hors champs code de la santé publique) » de mars 2014.
- Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- Etc.

14.3 Missions Amiante et HAP dans enrobés Routiers

- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;

- Code du travail : Articles L4531-1, R4511-1 ;
- Code de l'environnement : Articles L541-2, R541-8 ;
- Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux, dans le cadre des investigations préalables aux travaux de rabotage, démolition, recyclage et réutilisation d'enrobés bitumineux pour déterminer l'absence ou la présence d'amiante ou de HAP en teneur élevée du 20 novembre 2013 ;
- Circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau national non concédé - ministère chargé de l'environnement ;
- Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
- Norme NF X46-102 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers ;
- Norme NF X43-050 : Détermination de la concentration en fibre d'amiante par microscopie électronique à transmission ;
- La norme NF X46-020 d'août 2017 « repérage amiante – Repérage des Matériaux et Produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie », d'application contractuelle, sauf mention explicite et contrares définies au CCTP ;
- Etc.

Liste des Annexes :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Annexe A : Informations Amiante existantes - Annexe B : Informations Plomb existantes - Annexe C : Planning prévisionnel |
|--|